

Arrêt

n° 240 187 du 28 août 2020
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. B. HADJ JEDDI
Rue du Marché 28/1
4020 LIÈGE

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 février 2020, par X, qui déclare être de nationalité algérienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire et de l'interdiction d'entrée, pris le 24 janvier 2020.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 26 mai 2020 convoquant les parties à l'audience du 15 juin 2020.

Entendu, en son rapport, J. MAHIELS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. B. HADJ JEDDI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX *loco* Mes D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant déclare être entré sur le territoire belge en 2017.

1.2. La partie défenderesse lui a délivré plusieurs ordres de quitter le territoire (annexes 13) en date des 5 mars 2017, 10 avril 2017, 12 mai 2017 et 8 juin 2017, le deuxième étant accompagné d'une interdiction d'entrée (annexe 13sexies).

1.3. Le 24 janvier 2020, la partie défenderesse a délivré au requérant un nouvel ordre de quitter le territoire (annexe 13) ainsi qu'une nouvelle interdiction d'entrée (annexe 13sexies).

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, rétablissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 7, alinéa 1^{er} :

□ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2, de la loi.

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa en cours de validité.

□ 3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public

L'intéressé s'est rendu coupable de séjour illégal et de coups et blessures volontaires, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 22.01.2018 par le Tribunal Correctionnel de Liège de à une peine d'emprisonnement de 4 + 2 mois.

Eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, ainsi que de la violence dont il a fait preuve, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public.

□ 12° s'il fait l'objet d'une interdiction d'entrée.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'interdiction d'entrée de 3 ans, qui lui a été notifié le 10.04.2017.

L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 18.12.2019 être arrivé en Belgique en 2015, avoir une relation stable sur le territoire mais pas d'enfants mineurs. La notion de « vie familiale » de l'article 8, paragraphe 1^{er} de la CEDH susvisé est une notion autonome à interpréter indépendamment du droit national. Pour être en mesure d'invoquer l'article 8 de la CEDH, l'intéressé doit relever du champ d'application de l'article 8, paragraphe 1^{er} de la CEDH. En l'espèce, il convient de s'assurer qu'il a effectivement une vie privée ou familiale au sens de l'article 8 de la CEDH. L'étranger doit démontrer qu'il forme un ménage de fait avec un Belge ou un étranger bénéficiant d'un droit de séjour légal en Belgique. Ce qu'il n'a pas fait à ce jour. Il ne mentionne pas de problèmes médicaux, à part de l'épilepsie qui ne l'empêchera pas de voyager. Il n'appert pas non plus du dossier administratif ni du questionnaire que l'intéressé ait fait mention de craintes qu'il aurait concernant sa sécurité dans son pays d'origine. S'il ne souhaite pas quitter la Belgique, c'est pour des raisons qui appartiennent à la sphère privée. D'ailleurs, l'intéressé n'a jamais jugé utile de demander la protection internationale en Belgique. L'article 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne sont donc pas d'application. Ainsi, le délégué du Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

□ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

1° L'intéressé(e) n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi. L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 18.12.2019 être arrivé en Belgique en 2015. Le dossier administratif ne montre pas qu'il/elle a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

4° L'intéressé(e) a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé(e) n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié le 10.04.2017, le 08.06.2017. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette (ces) décision(s).

5° L'intéressé(e) fait l'objet d'une interdiction d'entrée dans le Royaume et/ou dans un autre Etat membre, ni levée ni suspendue.

L'intéressé(e) n'a pas obtempéré à l'interdiction d'entrée de 3 ans, qui lui a été notifié le 10.04.2017.

□ Article 74/14 § 3, 3° : le ressortissant d'un pays tiers constitue un danger pour l'ordre public

L'intéressé s'est rendu coupable de séjour illégal et de coups et blessures volontaires, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 22.01.2018 par le Tribunal Correctionnel de Liège de à une peine d'emprisonnement de 4 + 2 mois.

Eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, ainsi que de la violence dont il a fait preuve, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public ».

- S'agissant de l'interdiction d'entrée :

« MOTIF DE LA DECISION:

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15/12/1980 :

□ La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de six ans, parce que l'intéressé constitue une menace grave pour l'ordre public

L'intéressé(e) n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi. L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 18.12.2019 être arrivé en Belgique en 2015. Le dossier administratif ne montre pas qu'il/elle a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

L'intéressé(e) a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé(e) n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié le 10.04.2017, le 08.06.2017. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette (ces) décision(s).

L'intéressé(e) fait l'objet d'une interdiction d'entrée dans le Royaume et/ou dans un autre Etat membre, ni levée ni suspendue.

L'intéressé(e) n'a pas obtempéré à l'interdiction d'entrée de 3 ans, qui lui a été notifié le 10.04.2017.

L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 18.12.2019 être arrivé en Belgique en 2015, avoir une relation stable sur le territoire mais pas d'enfants mineurs. La notion de « vie familiale » de l'article 8, paragraphe 1^{er} de la CEDH susvisé est une notion autonome à interpréter indépendamment du droit national. Pour être en mesure d'invoquer l'article 8 de la CEDH, l'intéressé doit relever du champ d'application de l'article 8, paragraphe 1^{er} de la CEDH. En l'espèce, il convient de s'assurer qu'il a effectivement une vie privée ou familiale au sens de l'article 8 de la CEDH. L'étranger doit démontrer qu'il forme un ménage de fait avec un Belge ou un étranger bénéficiant d'un droit de séjour légal en Belgique. Ce qu'il n'a pas fait à ce jour. Il ne mentionne pas de problèmes médicaux, à part de l'épilepsie qui ne l'empêchera pas de voyager. Il n'appert pas non plus du dossier administratif ni du questionnaire que l'intéressé ait fait mention de craintes qu'il aurait concernant sa sécurité dans son pays d'origine. S'il ne souhaite pas quitter la Belgique, c'est pour des raisons qui appartiennent à la sphère privée. D'ailleurs, l'intéressé n'a jamais jugé utile de demander la protection internationale en Belgique. L'article 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne sont donc pas d'application.

L'intéressé s'est rendu coupable de séjour illégal et de coups et blessures volontaires, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 22.01.2018 par le Tribunal Correctionnel de Liège de à une peine d'emprisonnement de 4 + 2 mois.

Eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, ainsi que de la violence dont il a fait preuve, on peut conclure que l'intéressé(e), par son comportement, est considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler gravement l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 6 ans n'est pas disproportionnée ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante tire un moyen unique de la violation des articles 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de proportionnalité et du principe imposant à la partie adverse d'examiner avec sérieux l'ensemble des éléments concrets et individuels qui lui sont soumis. Elle se livre à des considérations théoriques et jurisprudentielles sur la motivation formelle.

2.2.1. En ce qui s'apparente à une première branche, relative à l'ordre de quitter le territoire, elle fait valoir que « [...] la partie adverse s'est basée essentiellement sur la condamnation antérieure du requérant par le tribunal correctionnel de Liège le 22/01/2018 pour coups et blessures volontaires et séjours illégal ayant donnée à une peine d'emprisonnement de 4 mois et 2 mois pour le considérer comme pouvant compromettre l'ordre public ; que le requérant n'a plus commis d'autres faits depuis 2018 et ne s'est nullement fait connaître par les autorités judiciaires et/ ou policières dans l'intervalle ; Qu'en procédant de la sorte, la partie adverse commet une erreur manifeste d'appréciation en violation notamment du principe de proportionnalité dès lors que l'existence de condamnations pénales antérieures ne peut à elle seule motiver de telles mesures. Le comportement de la personne concernée doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société ; Des justifications non directement liées au cas individuel concerné ou tenant à des raisons de prévention générale ne peuvent être retenues ; La décision litigieuse viole dès lors ces principes et n'est pas adéquatement motivée puisqu'elle n'est fondée en réalité sur la seule existence de la condamnation antérieure de 2018, l'Office des Etrangers restant en défaut de démontrer la moindre menace immédiate et actuelle ou un quelconque passage éventuel à l'acte, se contentant de motiver cette décision par une clause de style ne permettant pas de connaître ce qui, dans les agissements reprochés au requérant pour des faits de 2018, a été retenu par la partie adverse : - comme éléments constitutifs d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'égard d'un intérêt fondamental de la société - comme comportement justifiant de sacrifier de façon proportionnée sa vie familiale dont elle ne conteste pas

l'existence pour préserver l'ordre public - ou en quoi le danger qu'il représente pour l'ordre public serait supérieur aux intérêts privés dont il peut se prévaloir ; [...] que la décision critiquée n'est pas suffisamment motivée [...] ».

2.2.2. En ce qui s'apparente à une seconde branche, relative à l'interdiction d'entrée, la partie requérante soutient que « [...] *la partie adverse a adopté une décision non adéquatement motivée dès lors qu'elle n'a pas pu valablement se baser sur la condamnation pour des faits de stupéfiants commis en 2018 et sur une ancienne interdiction d'entrée pour en faire valablement des éléments permettant : - d'en déduire à suffisance de droit que le requérant représente aujourd'hui, une menace grave, réelle et actuelle pour l'ordre public - justifiant l'application d'un délai de 3 ans [sic] plutôt qu'une peine plus courte - sans pour autant expliquer en quoi les faits de violence commis dans le cadre de l'affaire qui a conduit à sa condamnation, constitue une infraction pénale à ce point grave que pour faire de lui une menace à l'ordre public ; Que sur ce point, la partie adverse a failli à son obligation de motivation formelle au regard de l'article 74/11, 1^{er} alinéa 1^{er} de la loi ; [...] ».*

3. Discussion.

3.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles celle-ci se fonde, en faisant apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur, afin de permettre au destinataire de la décision, le cas échéant, de pouvoir la contester dans le cadre d'un recours et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce dernier point, le Conseil précise que le contrôle de légalité qu'il lui incombe de réaliser dans le cadre des recours qui lui sont soumis consiste, notamment, à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens, RvSt, n°101.624, 7 décembre 2001 et C.E., n°147.344, 6 juillet 2005).

3.2. Sur le moyen unique, pris en sa première branche, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le Ministre ou son délégué « *peut donner l'ordre de quitter le territoire avant une date déterminée, à l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume [...] ou doit délivrer dans les cas visés au 1°, 2°, 5°, 11° ou 12°, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé :*

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 ;

[...]

3° si par son comportement, il est considéré comme pouvant l'ordre public ou la sécurité nationale ;

[...]

12° s'il fait l'objet d'une interdiction d'entrée

[...] ».

Un ordre de quitter le territoire, délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit.

En l'occurrence, le Conseil observe que la décision attaquée est motivée par les faits, conformes au dossier administratif et au prescrit de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, que le requérant, premièrement, « *n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa/en cours de validité* », deuxièmement, qu'il est, suite à son interpellation par les forces de l'ordre et à sa condamnation, « *considéré(e) comme pouvant compromettre l'ordre public* », et, troisièmement, qu'il « *n'a pas obtenu l'interdiction d'entrée de 3 ans qui lui a été notifiée le 10.04.2017* ».

S'agissant du grief fait à la partie défenderesse d'avoir considéré que le requérant constitue une menace pour l'ordre public, le Conseil observe que l'argumentation de la partie requérante est inopérante, dès lors qu'elle vise uniquement le motif de la décision querellée relatif à l'ordre public, alors que ladite décision repose également sur deux autres motifs, non contestés par la partie requérante. Or, selon la théorie de la pluralité des motifs, le Conseil n'a pas à annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l'un ou certains seulement sont illégaux lorsqu'il résulte de l'instruction que l'administration aurait pris la même décision si elle n'avait retenu que le ou les motifs légaux.

Ainsi, dès lors que la partie requérante ne conteste aucunement que la décision attaquée est notamment fondée sur la référence à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 12° de la loi du 15 décembre 1980, pas plus que les constats suivant lesquels le requérant demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 et qu'il n'a pas obtempéré à un ordre de quitter le territoire, ces motifs, qui sont établis à la lecture du dossier administratif, apparaissent, en tout état de cause, comme fondés et suffisent à motiver l'acte attaqué.

3.3. Le premier moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

3.4.1. Sur la seconde branche du moyen, visant le deuxième acte attaqué, l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que :

« § 1^{er} La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants:

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou ;

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

[...]

La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale ».

Les travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 2012, insérant l'article 74/11 dans la loi du 15 décembre 1980, précisent que *« L'article 11 de la directive 2008/115/CE impose aux États membres de prévoir une interdiction d'entrée dans deux hypothèses (pas de délai accordé pour le départ volontaire ou lorsque l'obligation de retour n'a pas été remplie) et leur laisse la possibilité de prévoir cette interdiction dans d'autres cas (paragraphe 1^{er} de la directive). [...] Suite à une remarque de la section de législation du Conseil d'État, il convient de préciser que c'est suite au non-respect d'une précédente mesure d'éloignement ou lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire, que le ressortissant d'un pays tiers peut être assujéti à une interdiction d'entrée. [...] L'article 74/11, § 1^{er}, prévoit que la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans dans les deux hypothèses imposées par l'article 11 de la directive. [...] La directive impose toutefois de procéder à un examen individuel (considérant 6) et de prendre en compte "toutes les circonstances propres à chaque cas" et de respecter le principe de proportionnalité. [...] » (Doc. Parl. Ch., DOC 53, 1825/001, p. 23-24).*

L'article 11 de la Directive 2008/115 prévoit quant à lui que :

« 1. Les décisions de retour sont assorties d'une interdiction d'entrée :

a) si aucun délai n'a été accordé pour le départ volontaire, ou

b) si l'obligation de retour n'a pas été respectée.

Dans les autres cas, les décisions de retour peuvent être assorties d'une interdiction d'entrée.

2. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant dûment compte de toutes les circonstances propres à chaque cas et ne dépasse pas cinq ans en principe. Elle peut cependant dépasser cinq ans si le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale. [...] ».

3.4.2. Dans un arrêt du 11 juin 2015, la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée la CJUE) a exposé, s'agissant de l'interprétation de l'article 7, § 4, de la Directive 2008/115, que *« [...] si la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, les États membres peuvent s'abstenir d'accorder un délai de départ volontaire ou peuvent accorder un délai inférieur à sept jours », « qu'un État membre est tenu d'apprécier la notion de « danger pour l'ordre public », au sens de [cette disposition], au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant d'un pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public. Lorsqu'il s'appuie sur une pratique générale ou une quelconque présomption afin de constater un tel danger, sans qu'il soit dûment tenu compte du comportement personnel du ressortissant et du danger que ce comportement représente pour l'ordre public, un État membre méconnaît les exigences découlant d'un examen individuel du cas en cause et du principe de proportionnalité. Il en résulte que le fait qu'un ressortissant d'un pays tiers est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte ne saurait, à lui seul, justifier que ce ressortissant soit considéré comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115. Il convient toutefois de préciser qu'un État membre peut constater l'existence d'un danger pour l'ordre public en présence d'une condamnation pénale, même si celle-ci n'est pas devenue définitive, lorsque cette condamnation, prise ensemble avec d'autres circonstances relatives à la situation de la personne concernée, justifie un tel constat. [...] En*

outre, la simple suspicion qu'un ressortissant d'un pays tiers a commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national peut, ensemble avec d'autres éléments relatifs au cas particulier, fonder un constat de danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115, dès lors que, ainsi qu'il découle du point 48 du présent arrêt, les États membres restent pour l'essentiel libres de déterminer les exigences de la notion d'ordre public, conformément à leurs besoins nationaux, et que ni l'article 7 de cette directive ni aucune autre disposition de celle-ci ne permettent de considérer qu'une condamnation pénale soit nécessaire à cet égard » (CJUE, 11 juin 2015, Z. Zh. contre Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie et Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie contre I. O., C-554/13, points 50 à 52), et conclu qu'« il convient de répondre à la première question que l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une pratique nationale selon laquelle un ressortissant d'un pays tiers, qui séjourne irrégulièrement sur le territoire d'un État membre, est réputé constituer un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition, au seul motif que ce ressortissant est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte » (ibidem, point 54).

Dans cet arrêt, précisant qu'« il convient de considérer que la notion de «danger pour l'ordre public», telle que prévue à l'article 7, paragraphe 4, de ladite directive, suppose, en tout état de cause, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (voir, par analogie, arrêt Gaydarov, C-430/10, EU:C:2011:749, point 33 et jurisprudence citée). Il s'ensuit qu'est pertinent, dans le cadre d'une appréciation de cette notion, tout élément de fait ou de droit relatif à la situation du ressortissant concerné d'un pays tiers qui est susceptible d'éclairer la question de savoir si le comportement personnel de celui-ci est constitutif d'une telle menace. Par conséquent, dans le cas d'un ressortissant qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, figurent au nombre des éléments pertinents à cet égard la nature et la gravité de cet acte ainsi que le temps écoulé depuis sa commission » (ibidem, points 60 à 62), la Cour a considéré que « l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens que, dans le cas d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, d'autres éléments, tels que la nature et la gravité de cet acte, le temps écoulé depuis sa commission, ainsi que la circonstance que ce ressortissant était en train de quitter le territoire de cet État membre quand il a été interpellé par les autorités nationales, peuvent être pertinents dans le cadre de l'appréciation de la question de savoir si ledit ressortissant constitue un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition. Dans le cadre de cette appréciation, est également pertinent, le cas échéant, tout élément qui a trait à la fiabilité du soupçon du délit ou crime reproché au ressortissant concerné d'un pays tiers » (ibidem, point 65).

3.4.3. Au vu des termes similaires utilisés dans les articles 7.4 et 11.2 de la Directive 2008/115, cette dernière disposition ajoutant par ailleurs que la menace pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale doit être « grave », le Conseil estime qu'il convient de tenir compte de l'enseignement de l'arrêt de la CJUE, cité au point 3.3.2., dans l'application des dispositions relatives à l'interdiction d'entrée.

3.4.4. En l'espèce, le Conseil relève que la partie défenderesse fixe la durée de l'interdiction d'entrée attaquée à six ans, parce que « l'intéressé constitue une menace grave pour l'ordre public », après avoir relevé, d'une part, que le requérant n'avait jamais tenté de régulariser son séjour, a fait l'objet de plusieurs ordres de quitter le territoire et d'une interdiction d'entrée et, d'autre part, qu'il a été condamné à une peine de prison de quatre mois pour des faits de coups et blessures volontaires et de deux mois pour séjour illégal.

Le Conseil estime toutefois qu'en fondant le constat selon lequel « l'intéressé constitue une menace grave pour l'ordre public » sur cette seule condamnation et sur le fait que le requérant n'avait jamais tenté de régulariser son séjour, a fait l'objet de plusieurs ordres de quitter le territoire et d'une interdiction d'entrée, la partie défenderesse n'a pas valablement et suffisamment motivé sa décision en fait et en droit, au regard de l'article 74/11, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, et de l'interprétation qui doit en être faite, à la lumière de la jurisprudence susmentionnée de la CJUE. Ainsi, la seule référence à « l'impact social » et « la gravité de ces faits », n'est manifestement pas suffisante et ce d'autant que le dossier ne contient pas le jugement du Tribunal correctionnel. Comme observé *supra*, « la notion de «danger pour l'ordre public», telle que prévue à l'article 7, paragraphe 4, de ladite directive, suppose, en tout état de cause, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la

société ». Partant, la partie défenderesse ne motive pas à suffisance la seconde décision attaquée, à tout le moins quant aux éléments concrets qui permettraient d'aboutir au constat que le comportement personnel du requérant représente un danger réel et actuel pour l'ordre public.

Il appartenait en effet à la partie défenderesse, en vue d'apprécier si le comportement personnel du requérant était constitutif d'une telle menace, de prendre en considération « tout élément de fait ou de droit relatif à [s]a situation » et, notamment, « la nature et la gravité de cet acte ainsi que le temps écoulé depuis sa commission », ce qui ne ressort nullement de l'examen du dossier administratif.

Or, il ne ressort ni du dossier administratif, ni de la motivation de la décision attaquée, que la partie défenderesse ait pris ces éléments en considération. Il appartenait en effet à la partie défenderesse de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause avant de prendre sa décision, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

3.4.5 Le Conseil estime que l'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, selon laquelle « eu égard à l'impact social et la gravité de ces faits, ainsi que la violence dont la partie requérante a fait preuve, on peut conclure qu'elle, par son comportement, est considérée comme pouvant compromettre l'ordre public. La circonstance que la partie requérante n'ait plus commis de faits depuis 2018 n'énervé pas le raisonnement ci-dessus dès lors que la partie requérante est en prison depuis cette date, ce qui l'empêche de commettre de nouveaux délits », ne peut être suivie, au regard des considérations qui précèdent. Le Conseil relève également que le requérant n'aurait été placé sous écrou que le 16 décembre 2019, à la suite d'un contrôle de police qui a révélé l'existence d'une ordonnance de capture prise à l'égard du requérant suite au jugement du 22 janvier 2018.

3.5. Le moyen, en sa seconde branche, est fondé.

4. Débats succincts.

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie en ce qu'elle vise la décision d'interdiction d'entrée, et rejetée pour le surplus, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La deuxième décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, qui rejette le recours pour le reste, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

L'interdiction d'entrée, prise le 24 janvier 2020, est annulée.

Article 2

La requête en suspension et annulation est rejetée pour le surplus.

Article 3

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit août deux mille vingt par :

Mme J. MAHIELS,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

J. MAHIELS